

Dossier de presse

« OMC & Agriculture :
pour une régulation du commerce mondial »
Les ONG françaises rendent publiques leurs positions
afin de mettre le développement au cœur des négociations commerciales

Contact presse :
Sandrine Auneau-Berret
Tel. 01 44 72 87 14, e-mail : info@coordinationsud.org
www.coordinationsud.org

Sommaire

1. Présentation de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD

2. Résumé du rapport « Agriculture : pour une régulation du commerce mondial. Mettre le développement au cœur des négociations de l'Accord sur l'Agriculture à l'OMC ».

3. Etudes de cas : Nos partenaires du Sud se mobilisent

4. Mobilisation à Hong Kong : séminaire du 15 décembre 2005

5. Contacts des représentants de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD à Hong Kong

1. Présentation de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD

Créée en 1994, Coordination SUD (Solidarité – Urgence – Développement), coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, regroupe 120 ONG d'action humanitaire d'urgence et d'appui au développement. Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer et de relations internationales, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail permettant aux ONG de mettre en synergie leurs positions et d'élaborer un travail conjoint de plaidoyer.

Ainsi la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD, pilotée par le GRET (Groupe de recherche et d'échange technologique) et le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale), regroupe les ONG de solidarité internationale qui agissent pour une prise en considération du sort des paysans du Sud dans les négociations commerciales internationales.

L'objectif du groupe consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants, d'assurer une concertation entre ONG membres et de les porter auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux.

Il s'accorde sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au le niveau européen, FAO, OMC, CNUCED) et échange des informations sur les enjeux internationaux en cours. Il est mandaté par Coordination SUD pour prendre des positions au nom du collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

La commission est composée de deux collectifs :

Le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) et le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale)

et des ONG suivantes :

Agir Ici,

AI TEC (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs),

CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement),

Fédération Artisans du Monde,

GRET (Groupe de recherche et d'échange technologique),

IRAM (Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement),

Peuples Solidaires,

Secours Catholique-Caritas France,

Secours Populaire Français,

Agronomes et vétérinaires sans frontières.

Contacts Commission Agriculture et Alimentation à Paris :

Fabrice Ferrier, coopérations internationales, Coordination SUD, tel. 01 44 72 87 11, ferrier@coordinationsud.org

Bénédicte Hermelin, Responsable du pôle Politiques Publiques et Régulations Internationales, GRET, tel. 01 40 05 61 38, hermelin@gret.org,

Pascal Erard, responsable plaidoyer, CFSI, tel. 01 44 83 63 41, erard@cfsi.asso.fr

2. Résumé du rapport

« Agriculture : pour une régulation du commerce mondial »

Sous embargo jusqu'au 5 décembre 2005

« Le commerce international n'est (...) pas la réponse aux besoins prioritaires du monde rural thaïlandais, mais il semble que ce soit la seule préoccupation des politiques mises en œuvre ». Ce témoignage d'un leader paysan thaïlandais est loin d'être isolé : il reflète en réalité le désarroi exprimé par de nombreuses organisations partenaires de Coordination SUD travaillant dans les zones rurales comme les syndicats agricoles ou les ONG d'appui au développement rural.

A quelques jours de l'ouverture de la 6^è Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce, ce rapport de Coordination SUD remet en cause le bien fondé du postulat de base des négociations commerciales en cours : pour vaincre la pauvreté et assurer le développement des pays pauvres, il suffirait de faciliter les échanges mondiaux.

A travers des études de cas approfondies sur six produits particulièrement sensibles (riz, banane, lait, volaille, sucre et coton) et menées en lien avec des organisations partenaires au Sud, ce rapport démontre comment la libéralisation des échanges peut au contraire contribuer à aggraver la situation de la faim et de la pauvreté : aujourd'hui, les 2/3 des 852 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde sont, paradoxalement, des paysans. Ce qui n'est pas étonnant quand on sait que, selon la CNUCED¹, leur revenu a baissé de 3,3% par an entre 1990 et 2000.

Les six produits choisis ici l'ont été parce qu'ils illustrent des facettes différentes de la problématique de la libéralisation des échanges agricoles.

- ▷ Le riz, produit clé de la sécurité alimentaire dans de nombreux pays en développement, est essentiellement destiné à une consommation locale : les 4% de production échangés au niveau international font cependant l'objet d'après marchandages, et reflète la complexité des impacts de la libéralisation du commerce agricole. A la concurrence déloyale imposée par les subventions américaines, à l'aide alimentaire utilisée à mauvais escient, s'ajoutent de plus en plus une féroce concurrence Sud-Sud, aux dépens des producteurs les plus vulnérables.
- ▷ Le sucre est un produit très échangé au niveau international, mais il fait l'objet de régulations complexes. Il illustre les conséquences de la règle de l'OMC imposant un traitement non discriminatoire des partenaires commerciaux.
- ▷ La banane, premier fruit échangé sur le marché international, est une source importante d'emploi dans bon nombre de pays exportateurs. L'industrie de la banane engendre des revenus colossaux, et cinq firmes représentent 80% des échanges internationaux. Les intérêts divergents des pays en développement exportateurs et l'importance économique du secteur sont à l'origine de la guerre de la banane.
- ▷ La viande de poulet fait l'objet d'une guerre commerciale acharnée entre pays en développement et pays développés. L'industrialisation de la production a permis de baisser le prix de vente, et permet aux productions importées d'être très compétitive par rapport à des productions plus traditionnelles, et ceci sans recourir aux subventions.
- ▷ Le lait est principalement exporté par l'Union européenne, sous forme de poudre de lait, grâce à des subventions à l'exportation, qui engendrent une concurrence déloyale vis-à-vis des productions locales, et freinent leur développement. Et pourtant, le lait est un aliment très intéressant, dont la transformation peut être réalisée à petite échelle, permettant l'amélioration de la situation nutritionnelle et des revenus.

¹ CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

- ▷ Le coton a été au cœur des discussions de la Conférence ministérielle de Cancun, et mis en avant comme une illustration des différends Nord / Sud. Cependant, la réalité est en fait plus complexe : les Etats-Unis et l'Union européenne ne sont pas les seuls à soutenir leur secteur cotonnier, des pays en développement font de même. Les difficultés dont souffrent les filières ouest-africaines ne sont pas uniquement dues aux subventions des pays riches, mais aussi à des problèmes internes. Cependant, elles sont exacerbées par la forte dépendance des pays africains exportateurs dont le coton est souvent la première source de devise. Et c'est sur les populations pauvres, en particulier agricoles, que nous avons concentré nos préoccupations.

Au final, l'analyse de ces études de cas démontre que les bénéficiaires des politiques internationales visant à la libéralisation des échanges ne sont pas les plus pauvres, contrairement aux objectifs de « lutte contre la pauvreté » dont elles sont parées. Au contraire, dans ce contexte, nombre de petits paysans se retrouvent confrontés à la saturation de leurs marchés, y compris locaux. Privés de débouchés pour leur production, ils entrent dans la spirale de la pauvreté, alimentant à terme des flux d'exode rural problématiques quand les créations d'emploi urbain ne suivent pas.

Mais les conséquences de la libéralisation telle qu'elle est actuellement conçue ne s'arrêtent pas là : les conséquences environnementales d'un modèle qui privilégie le marché mondial pour assurer l'approvisionnement alimentaire sont désastreuses : contribution au réchauffement climatique (transport), épuisement des ressources naturelles (eau, sols)...

Face à ces constats, Coordination SUD expose un certain nombre de propositions pour véritablement remettre le développement au centre des négociations commerciales : loin d'une vision idéologique des bienfaits universels de la libéralisation du commerce, il faut laisser aux Etats ou aux ensembles régionaux des marges de manœuvre pour mettre en place des politiques agricoles et alimentaires adaptées à leurs contextes propres. Il n'existe pas de droit à commercer ni de devoir de commercer. Le développement des échanges doit être apprécié à l'aune de sa contribution au développement durable et à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il n'est qu'un moyen parmi d'autres pour atteindre ces finalités.

Une réforme en profondeur de l'OMC est donc indispensable pour :

- Remettre en cause son objectif fondateur, à savoir l'élimination de tous les obstacles aux échanges commerciaux : l'objectif de l'OMC doit être de favoriser l'établissement de règles commerciales contribuant au développement durable et favorables aux populations du Sud, notamment en laissant la primauté à l'ensemble des droits humains sur les règles commerciales ;
- Garantir que tous les pays, notamment ceux du Sud, puissent mettre en œuvre les politiques de développement qu'ils souhaitent et qui correspondent aux intérêts de leur peuple ;
- Rendre son fonctionnement plus transparent et démocratique afin de permettre la pleine participation de tous les pays aux négociations commerciales.

Pour mettre en application ces principes comme pour replacer le développement au cœur des prochaines négociations – un objectif qui sert d'ailleurs de guide aux négociateurs – il est impératif de promouvoir une autre politique, tournant le dos à celle initiée depuis deux décennies.

Le rapport sera remis à la presse lors de la conférence de presse du 5/12/2005.

3. Etude de cas : nos partenaires du Sud se mobilisent

- **Cambodge : le raz le bol des producteurs de riz !**

Au Cambodge, le CEDAC (Centre d'Etude et de Développement Agricole Cambodgien) agit depuis 1997 pour améliorer les conditions de vie des petits producteurs en développant une agriculture écologique. Parmi ses activités, elle propose de nombreuses innovations techniques adaptées aux contraintes des petits paysans et met en place des programmes de formation afin d'améliorer les techniques de production. Elle favorise également l'organisation des paysans pour qu'ils fassent entendre leur voix et influent sur les politiques définies par le gouvernement cambodgien. L'action du CEDAC a contribué à une augmentation de 150% de la production de riz dans les zones où il est intervenu. Cela a permis d'améliorer les revenus et donc l'alimentation de plus de 10 000 personnes. Actuellement, le marché du riz est protégé mais l'adhésion du Cambodge à l'OMC en 2003 et les négociations en cours visant à libéraliser les échanges agricoles sont une source d'inquiétude pour les riziculteurs. Le CEDAC sera présent à Hong Kong.

Contact du représentant du CEDAC :

M. Suon Seng (Agro-Economiste), Chargé de mission "Monitoring, Evaluation and Capitalisation", Tél: (855) 12 820 695, Email: suonseng@yahoo.com
CEDAC (Centre d'Etude et de Développement Agricole Cambodgien)
#39, St. 528, Sangkat Beoung Kok II, Khan Tuol Kork, Phnom Penh
BP. 1118, Phnom Penh, Cambodge

Adresse à Hong Kong (11-18 décembre) :
WANG FAT HOSTEL No A2, 3/F., Paterson Bldg., 47, Paterson St.,
Causeway Bay, Hong Kong.
Tel : (852) 2895 1015 Fax : (852) 2576 7509
Email : info@wangfathostel.com.hk

- **Philippines : s'unir pour la souveraineté alimentaire**

IRDF (Institute for Rural Development Foundation) se mobilise depuis des années pour obtenir des politiques agricoles et commerciales plus favorables aux petits agriculteurs du pays. Après s'être engagé activement contre l'ouverture excessive du marché philippin, en particulier pour le riz, et contre le démantèlement des politiques de soutiens et de régulation à la production, IRDF travaille en lien étroit avec des organisations paysannes philippines, auxquelles il apporte un soutien en termes de formation, d'études et d'appui pour le lobbying. IRDF a été moteur dans la mise en place d'un Réseau pour la Souveraineté Alimentaire en Asie Pacifique (APNFS), qui regroupe organisations paysannes et ONG du Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Vietnam. Dans le cadre du APNFS, une délégation de 50 leaders paysans se rendra à Hong Kong, tant pour se former que pour y mener en commun un travail de lobbying auprès des négociateurs asiatiques. Un séminaire de deux jours portant sur la souveraineté alimentaire est également organisé par APNFS en lien avec d'autres réseaux, les 14 et 15 décembre.

Contact de la représentante de IRDF :

Mme Arze Glipo-Carasco, Directrice de IRDF, arze@info.com.ph

Adresse à Hong Kong :
Sing Ho Hotel N° 29-31 Argyle Street Mongkok, Kowloon, Hong Kong
Tel : 852 27 87 62 28

- **Afrique de l'Ouest : mobilisation des organisations paysannes**

« La faim n'est pas une fatalité, l'Afrique est capable de se nourrir elle-même ! » rappellent les millions de paysans regroupés au sein du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Créé en 2000 par des organisations paysannes, le ROPPA a pour objectif de répondre aux défis lancés à l'agriculture ouest africaine par l'intégration régionale et la libéralisation du commerce international. Pour ses membres, les négociations de l'OMC doivent changer de direction, afin d'autoriser des mécanismes de régulation des marchés agricoles internationaux et de gestion de l'offre des produits agricoles. « La pauvreté et la faim ne disparaîtront pas de nos pays, si nous-mêmes, nos produits et notre métier ne jouissent pas de mesures appropriées de soutien et de protection de la part de nos gouvernements», indique NDiogou Fall.

Comme lors de la conférence interministérielle à Cancun en 2003, le ROPPA enverra une délégation de 3 personnes à la prochaine rencontre de l'OMC à Hong Kong, du 13 au 18 décembre 2005. Il rejoindra les représentants de dizaines de millions de paysans de tous les continents qui ont signé avec lui une proposition commune sur des politiques agricoles et commerciales solidaires (Appel de Chapeco, Brésil 2005, visible sur www.dakardeclaration.org).

Contact du représentant du Roppa
Ndiogou Fall, président du Roppa, fongs@sentoo.sn

Contact à Hong Kong : 00 852 62 74 74 63 ou 00 852 62 74 74 17

4. Mobilisation à Hong Kong : séminaire le 15 décembre 2005

Séminaire public « **Libéraliser pour lutter contre la pauvreté, la grande illusion!** »
De 9h00 à 12h30
Hong Kong Convention and Exhibition centre,
NGO Center, salle 407

Introduction par Devinder Sharma (sous réserve) : **Où en est la faim dans le monde ?**

Le rapport 2004 sur l'insécurité alimentaire dans le monde de la FAO rappelle que les ruraux sont les plus touchés par la faim, y compris les agriculteurs eux-mêmes. Fuyant la pauvreté, ils émigrent vers les villes où les taux de chômage explosent. Face à cette situation, que faire?

1ère Partie : L'impact de la libéralisation des échanges sur l'agriculture familiale - Etudes de cas. Animation : Alexandra Strickner, IATP.

- Le constat des ONG françaises à travers l'étude des marchés du sucre, du coton, de la volaille, de la banane - Catherine Gaudard, CCFD.
- La libéralisation contre la sécurité alimentaire : le cas du riz au Cambodge – Suon Seng, CEDAC.
- A qui profitent les réformes de la politique agricole européenne? Le cas de la filière lait – un représentant de la Coordination Paysanne Européenne

Discussion avec un représentant de l'UE et un représentant des ACP (sous réserve)
Suivie d'un temps débat et synthèse

2ème Partie : Plus ou moins de libéralisation pour lutter contre la faim? Propositions pour réorienter la démarche à l'OMC. Animation : Pascal Erard, CFSI

- Des travaux scientifiques prouvent la nécessité d'une régulation des marchés agricoles : présentation de la synthèse des séminaires de recherche sur les prix agricoles GEMDEV, CERI, CIRAD – Henri Rouillé d'Orfeuil, président de Coordination SUD.
- En Asie, les dommages d'un modèle de développement agricole fondé sur les exportations – Arze Glipo Carasco, APNFS.
- Les agriculteurs familiaux du monde proposent des politiques agricoles et commerciales fondées sur la souveraineté alimentaire - NDiogou Fall, ROPPA.

Discussion avec un représentant du Kenya, un représentant australien (sous réserve)
Suivie d'un temps débat et synthèse

Conclusion par Arlène Alpha du GRET.

Point presse à 12h30
Hong Kong Convention and Exhibition centre,
NGO Center, salle 407

A la sortie du séminaire, les ONG françaises proposeront un point presse pour faire état de leurs revendications et de leurs réactions après 2 jours de négociations.
Contact : Fabrice Ferrier, ferrier@coordinationsud.org

Un programme détaillé de l'ensemble des mobilisations de la délégation des ONG françaises à Hong Kong vous sera remis lors de la conférence de presse.

5. Contacts des représentants de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD à Hong Kong

Coordination SUD :

Henri Rouillé d'Orfeuil, président de Coordination SUD, rouille@cirad.fr

Fabrice Ferrier, chargé de mission coopérations internationales,

ferrier@coordinationsud.org

Hotel : "Luk Kwok Hotel 72 Gloucester Road,

Wanchai, Hong Kong.

Tel. (852) 2866 2166

Fax. (852) 2866 2622"

Agir ici

Véronique Rioufol, chargée de mission, vrioufol@agirici.org

Portable : 00 33 (0)6 30 46 66 04

Hotel : Newton Inn North Point, 88 Cheung Yeung Street, North Point (North Point MTR

Station, tel: 852-2130-3388)

CCFD

Catherine Gaudard, Programme Souveraineté alimentaire, c.gaudard@ccfd.asso.fr

Hôtel Bishop Lei International House

4 Robinson Road - Mid Levels - Hong Kong

tel : 00 852 2868 0828

fax : 00 852 2868 1551

CFSI

Anne-Laure Constantin, chargée de mission plaidoyer, constantin@cfsi.asso.fr , sera à HK du 11 au 18/12

Pascal Erard, responsable plaidoyer, erard@cfsi.asso.fr , sera à HK du 11 au 19

Hôtel : Wang fast hostel

No A2, 3/F., Paterson Bldg., 47, Paterson St., Causeway Bay, Hong Kong.

Tel : (852) 2895 1015 Fax : (852) 2576 7509

Email : info@wangfathostel.com.hk

Fédération Artisans du Monde

Anne-Françoise Taisne, membre du conseil d'administration,

taisne@cfsi.asso.fr, 06 88 11 29 92.

Hotel Ibis North Point, 138 Java Road, North Point 0 Hong Kong – Hong Kong

Tel : (+852)25881111

Fax : (+852)25881123

GRET

Arlène ALPHA, chargée de mission politiques agricoles et sécurité alimentaire, alpha@gret.org, à partir du 11 décembre

Benoît Fauchaux, chargé de mission politiques agricoles et sécurité alimentaire, fauchaux@gret.org, à partir du 12 décembre

Anne Wagner, chargée de mission politiques agricoles et sécurité alimentaire, wagner@gret.org, à partir du 11 décembre